

Changement Climatique : Le Rwanda dans la hantise d'achever ses programmes « millénaires »

By Aimable Twahirwa in Denmark

Friday, 18 December 2009



Des inondations pareilles deviennent fréquentes lors des saisons des pluies. Le district de Rubavu situé au nord du pays où la déforestation a sérieusement sévi (Photo : ORINFOR)

Copenhague: Bien que les pays en développement espèrent, dans l'incertitude des nations industrialisées, des contributions financières aussi bien que le transfert des technologies indispensables à inverser la tendance des changements climatiques en marge d'une conférence des Nations Unies qui se tient à Copenhague au Danemark, le Rwanda est dans la hantise de voir la réalisation des objectifs « prioritaires » dans ses programmes d'adaptation aux émissions de carbones et la déforestation.

Le discours du président américain qui était attendu vendredi par plusieurs des participants au sommet de Copenhague, a plutôt créé une 'déception' dans la capitale lorsque M. Obama s'est focalisé sur la création d'un terrain d'entente entre les nations industrialisées et les pays en développement, se refusant ainsi de commenter sur les doléances des pays en développement qui réclament de revoir à la hausse l'enveloppe des initiatives de financement des émissions de carbones, a-t-on constaté sur place.

« Je crois qu'il est aussi important pour ces pays en développement de comprendre que cette somme ne leur a pas été accordée en guise de 'cadeau' (...) les systèmes de gestion et de transparences doivent primer dans tous les programmes pour mieux pérenniser ces programmes de développement durable », a déclaré le président américain dont le pays vient d'accorder une enveloppe de 100 milliards de dollars d'ici l'an 2020 dans la réduction des émissions de carbone.

« La question qui se pose actuellement est de savoir si vous (les pays en développement) seriez dans la mesure d'adapter vos programmes d'ici l'horizon 2020 pour être sur le même pied d'égalité dans les programmes de développement du

millénaire », a déclaré Barack Obama.

Dans un entretien avec l'Agence Rwandaise d'Information (ARI), un officiel rwandais qui participe aux assises de Copenhague s'est exprimé optimiste quant au « succès » des programmes en cours d'adaptation et de mitigation aux changements climatiques dans son pays.

« Le Rwanda partage une position commune avec d'autres pays africains en ce qui concerne les stratégies de réduction des émissions de carbone », a déclaré cet officiel rwandais qui souligne toutefois une nécessité pour les nations industrialisées de revoir à la hausse le montant de l'enveloppe en cours de négociation qui sera accordée aux pays en développement pour inverser les tendances du changement climatique.

"En tant que délégué rwandais, je partage la même position avec d'autres collègues africains favorables à la hausse de cette enveloppe », a déclaré ce responsable rwandais sous couvert de l'anonymat, car les conclusions sur la somme à débloquer par les pays industrialisés n'avaient pas encore été convenues par les parties en négociations.

Interrogés à son tour sur le même sujet, les délégués du Burundi et de la République Démocratique du Congo (RDC) qui participent au sommet de Copenhague s'en sont tenus à un strict devoir de réserve.

"L'important est que l'Afrique est unie à Copenhague (...) le débat en cours sur l'enveloppe qui sera allouée dans ces initiatives (par les pays industrialisés) nous dépassent déjà", ont tranché ces délégués, consentant toutefois à ajouter que la pérennisation des programmes de réduction des émissions de carbone et la reforestation est une action « inclusive » qui exige l'harmonisation des programmes de préservation de l'environnement au niveau régional.

Les données officielles publiées sur le site de la Convention Onusienne sur le changement climatique, montrent qu'au Rwanda, le secteur agricole désigné comme pilier de l'économie nationale, contribue avec 40.25% des émissions de carbone à la suite notamment des conséquences liées à la déforestation.

Les déchets génèrent quant à eux 9.26% tandis que la production énergétique et l'industrie émettent un taux respectif de 48.2% et 2.22% de carbone, selon la même source qui rapporte les chiffres publiés par l'Agence Rwandaise pour la Protection de l'environnement (REMA, sigle en anglais).

Toutefois, un constant amer s'est dégagé dans les programmes nationaux d'adaptation aux changements climatiques dans ce petit pays d'Afrique Centrale où la forte dépendance actuelle aux ressources naturelles rend les activités économiques directement dépendantes des conditions climatiques, selon REMA.

Alors que les pays industrialisés venaient de promettre en marge du sommet de Copenhague de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre jusqu'au maximum de 3 degrés Celsius d'ici l'an 2012, le Rwanda affiche un tableau mitigé avec une tendance progressive de réchauffement notamment avec des anomalies standardisées des températures maximales annuelles qui ont été enregistrées dans un passé récent allant

en dessous de -2 degrés Celsius en 1994 et la canicule de 35.4 degrés Celsius enregistrée en 2005, indique-on de source officielle rwandaise.

En dehors de ces conséquences s'ajoute un autre phénomène de sécheresse saisonnière prolongée qui a été souvent signalée dans plusieurs régions du pays notamment dans les provinces du nord et dans le sud.

Parmi les zones désignées dans ce rapport officiel d'être les plus exposées au risque d'inondation, figurent les districts de Nyamagabe, Huye, Gisagara, Nyaruguru, Rulindo et Gicumbi, selon la même source.

En marge du sommet sur le changement climatique à Copenhague, les pays africains auxquels s'est solidarisé le Rwanda dans les négociations, ont passé la requête d'une enveloppe de 550 milliards de dollars américains auprès des nations industrialisées pour mieux pérenniser les programmes d'adaptation et de mitigation aux changements climatiques.

« Cette enveloppe devra être répartie avec 150 milliards à injecter dans les programmes d'urgence, tandis que la partie restante de 400 milliards de dollars devra financer les programmes à long terme pour faire face aux effets désastreux sur l'environnement », indique-on de source autorisée dans la capitale danoise.

« L'Afrique mise surtout sur le fait que ces financements puissent contribuer dans le renforcement du Produit Intérieur Brut (PIB) des pays bénéficiaires », a déclaré le Premier Ministre Ethiopien Meles Zenawi qui conduit la délégation africaine.

Changement Climatique : Le Rwanda dans la hantise d'achever ses programmes « millénaires »

By Aimable Twahirwa in Denmark
Friday, 18 December 2009

Des inondations pareilles deviennent fréquentes lors des saisons des pluies. Le district de Rubavu situé au nord du pays où la déforestation a sérieusement sévi (Photo : ORINFOR)

Copenhague: Bien que les pays en développement espèrent, dans l'incertitude des nations industrialisées, des contributions financières aussi bien que le transfert des technologies indispensables à inverser la tendance des changements climatiques en marge d'une conférence des Nations Unies qui se tient à Copenhague au Danemark, le Rwanda est dans la hantise de voir la réalisation des objectifs « prioritaires » dans ses programmes d'adaptation aux émissions de carbones et la déforestation.

Le discours du président américain qui était attendu vendredi par plusieurs des participants au sommet de Copenhague, a plutôt créé une 'déception' dans la capitale lorsque M. Obama s'est focalisé sur la création d'un terrain d'entente entre les nations industrialisées et les pays en développement, se refusant ainsi de commenter sur les doléances des pays en développement qui réclament de revoir à la hausse l'enveloppe des initiatives de financement des émissions de carbones, a-t-on constaté sur place.

« Je crois qu'il est aussi important pour ces pays en développement de comprendre que cette somme ne leur a pas été accordée en guise de 'cadeau' (...) les systèmes de gestion et de transparences doivent primer dans tous les programmes pour mieux pérenniser ces programmes de développement durable », a déclaré le président

américain dont le pays vient d'accorder une enveloppe de 100 milliards de dollars d'ici l'an 2020 dans la réduction des émissions de carbone.

« La question qui se pose actuellement est de savoir si vous (les pays en développement) seriez dans la mesure d'adapter vos programmes d'ici l'horizon 2020 pour être sur le même pied d'égalité dans les programmes de développement du millénaire », a déclaré Barack Obama.

Dans un entretien avec l'Agence Rwandaise d'Information (ARI), un officiel rwandais qui participe aux assises de Copenhague s'est exprimé optimiste quant au « succès » des programmes en cours d'adaptation et de mitigation aux changements climatiques dans son pays.

« Le Rwanda partage une position commune avec d'autres pays africains en ce qui concerne les stratégies de réduction des émissions de carbone », a déclaré cet officiel rwandais qui souligne toutefois une nécessité pour les nations industrialisées de revoir à la hausse le montant de l'enveloppe en cours de négociation qui sera accordée aux pays en développement pour inverser les tendances du changement climatique.

"En tant que délégué rwandais, je partage la même position avec d'autres collègues africains favorables à la hausse de cette enveloppe », a déclaré ce responsable rwandais sous couvert de l'anonymat, car les conclusions sur la somme à débloquer par les pays industrialisés n'avaient pas encore été convenues par les parties en négociations.

Interrogés à son tour sur le même sujet, les délégués du Burundi et de la République Démocratique du Congo (RDC) qui participent au sommet de Copenhague s'en sont tenus à un strict devoir de réserve.

"L'important est que l'Afrique est unie à Copenhague (...) le débat en cours sur l'enveloppe qui sera allouée dans ces initiatives (par les pays industrialisés) nous dépassent déjà", ont tranché ces délégués, consentant toutefois à ajouter que la pérennisation des programmes de réduction des émissions de carbone et la reforestation est une action « inclusive » qui exige l'harmonisation des programmes de préservation de l'environnement au niveau régional.

Les données officielles publiées sur le site de la Convention Onusienne sur le changement climatique, montrent qu'au Rwanda, le secteur agricole désigné comme pilier de l'économie nationale, contribue avec 40.25% des émissions de carbone à la suite notamment des conséquences liées à la déforestation.

Les déchets génèrent quant à eux 9.26% tandis que la production énergétique et l'industrie émettent un taux respectif de 48.2% et 2.22% de carbone, selon la même source qui rapporte les chiffres publiés par l'Agence Rwandaise pour la Protection de l'environnement (REMA, sigle en anglais).

Toutefois, un constat amer s'est dégagé dans les programmes nationaux d'adaptation aux changements climatiques dans ce petit pays d'Afrique Centrale où la forte dépendance actuelle aux ressources naturelles rend les activités économiques directement dépendantes des conditions climatiques, selon REMA.

Alors que les pays industrialisés venaient de promettre en marge du sommet de Copenhague à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre jusqu'au maximum de 3 degrés Celsius d'ici l'an 2012, le Rwanda affiche un tableau mitigé avec une tendance progressive de réchauffement notamment avec des anomalies standardisées des températures maximales annuelles qui ont été enregistrées dans un passé récent allant en dessous de -2 degrés Celsius en 1994 et la canicule de 35.4 degrés Celsius enregistrée en 2005, indique-on de source officielle rwandaise.

En dehors de ces conséquences s'ajoute un autre phénomène de sécheresse saisonnière prolongée qui a été souvent signalée dans plusieurs régions du pays notamment dans les provinces du nord et dans le sud.

Parmi les zones désignées dans ce rapport officiel d'être les plus exposées au risque d'inondation, figurent les districts de Nyamagabe, Huye, Gisagara, Nyaruguru, Rulindo et Gicumbi, selon la même source.

En marge du sommet sur le changement climatique à Copenhague, les pays africains auxquels s'est solidarisé le Rwanda dans les négociations, ont passé la requête d'une enveloppe de 550 milliards de dollars américains auprès des nations industrialisées pour mieux pérenniser les programmes d'adaptation et de mitigation aux changements climatiques.

«Cette enveloppe devra être répartie avec 150 milliards à injecter dans les programmes d'urgence, tandis que la partie restante de 400 milliards de dollars devra financer les programmes à long terme pour faire face aux effets désastreux sur l'environnement », indique-on de source autorisée dans la capitale danoise.

«L'Afrique mise surtout sur le fait que ces financements puissent contribuer dans le renforcement du Produit Intérieur Brut (PIB) des pays bénéficiaires», a déclaré le Premier Ministre Ethiopien Meles Zenawi qui conduit la délégation africaine.